

DEPLOIEMENT NATIONAL DE PRISME – CHRONIQUE D’UNE CATASTROPHE ANNONCEE

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 15 octobre 2025

A l’occasion du CSA SPIP du 14 octobre 2025, la DAP avait inscrit un point de situation sur le logiciel PRISME. **L’UFAP UNSa Justice était venue avec détermination et colère, et avec l’appui de personnels de terrain, pour dénoncer un logiciel loin d’être abouti, malgré 5 ans de travail et des dizaines de millions d’euros investis.**

Face à elle, une administration pénitentiaire résolument sourde à nos alertes et aveugle aux dysfonctionnements majeurs d’un projet qui n’en finit pas de décevoir. Une méthode Coué et une politique de l’autruche qui ne survivent pas à l’épreuve des faits.

La DAP se félicite... pendant que les personnels galèrent, subissent et compensent les échecs d’un système incapable de fonctionner correctement !

Comble du déni : la Sous-Direction de l’Insertion et de la Probation et l’équipe projet PRISME nous annoncent fièrement un déploiement national dès le 30 mars 2026 !

**Une fuite en avant irresponsable, suicidaire et dangereuse !
L’UFAP UNSa Justice dénonce avec force ce calendrier ubuesque et aberrant !**

A défaut d’un miracle, la catastrophe aura donc lieu à compter du 2^e trimestre 2026, selon le calendrier suivant :

- Décembre 2025 à juillet 2026 : formation des utilisateurs
- Février 2026 : « recette de confiance » (phase visant à s’assurer que le produit est conforme aux attentes)
- A compter du 30 mars 2026 : déploiement national en 4 phases (30 mars/11 mai/8 juin/29 juin) – car, il faut le noter, les serveurs ne sont pas prêts à tout accueillir en même temps ...

L’UFAP UNSa Justice a averti l’administration avec la plus grande fermeté : il est hors de question que les personnels, déjà assommés par la charge de travail, subissent les errements du pilotage de la DAP et sa mauvaise gestion des marchés publics.

L’UFAP UNSa Justice a exigé de la DAP qu’elle se penche en urgence sur un plan B concret et réaliste. Au risque, dans le cas contraire, de voir se gripper toute la chaîne de l’application des peines ...

L’UFAP UNSa Justice prévient : si la DAP, technocratique à souhait, persiste à s’enfermer dans un déni des souffrances et des objections du terrain, elle se confrontera à une résistance à la hauteur de son mépris.

Le secrétaire national pour les SPIP

Simon-Pierre LAGOUCHE